

20439 - Maxstadt.

Canton de Hellimer en 1790 puis de Grostenquin à partir de 1802.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

20439/1

Administration générale.

1818 - 1869

Autorités municipales.

Décès de Jean Bollender remplacé par Jean-Pierre Kieffer (1836).

Procès-verbal d'installation du nouveau conseil (1848).

Démissions des maires Michel Becker remplacé par Jean Schwartz (1859) et Schwartz remplacé par Jean-Michel Bollender (1869).

Affaires générales.

Refus d'autoriser le remboursement du curé Pigeot pour trois croisées neuves et la fourniture de vin de messe (1826).

Délibération sur le recouvrement de la rétribution scolaire et le traitement de l'institutrice (1857).

Renseignements sur le décès de l'ancien légionnaire Reder (1858).

Assistance publique : paiement d'un secours aux pauvres accordé par le gouvernement le jour de la constitution (1848, 1849) ; vote de 70F en faveur de l'indigente Anne-Marie Kirch (1858).

Comptabilité.

Instruction sur la liquidation de la fourniture d'un cheval par la commune en 1813 (1819).

Contrôle des comptes de recettes et dépenses du maire Hiéronymus de 1816 à 1819 (1820).

Demandes de mandats de remboursements de sommes placées au Trésor (1846, 1847).

Dépenses : paiement du loyer du presbytère de 1814 et des frais d'entretien d'une élève sage-femme à l'école d'accouchement de Metz (1824) ; vote de 95F pour payer les frais de réception de l'évêque au cours de sa visite pastorale pour la confirmation en septembre (1862).

Personnel.

Instruction sur la réclamation du desservant au sujet du paiement de son supplément de traitement (1818).

Approbation du traité et de la formation de la sage-femme Thirion (1826).

Instituteurs : lettre du sieur Mouth au préfet sur une demande de changement proposée par le maire (1864) ; plainte du maire, de l'adjoint, de deux conseillers et d'habitants contre le sieur Mouth (1868, 1869) et maintien de Mouth à son poste (1868, 1869).

Gardes champêtres : nomination de Jean-Pierre Helleringer (1836) ; démission de Helleringer remplacé par Jean-Christophe Fix et Pierre Kirch (1847) ; révocation de Fix (1848) ; démissions de Kirch et Helleringer remplacés par Pierre Haas (1851) ; révocations du maire, de l'adjoint et de Haas remplacé par Gaspard Simon (1852) ; démission de Simon remplacé par Georges Schloesser (1853) ; réclamation de Gaspard Simon relative au paiement de son salaire (1853) ; nomination de Jean-Laurent Fix comme second garde (1854) ; démissions de Schloesser remplacé par Pierre Hallinger et Jean-Laurent Fix (1855) et de Jean-Pierre-Nicolas Helleringer remplacé par Christophe Helleringer (1866) ; réclamation de l'ancien militaire Nicolas Pierra pour obtenir un poste de garde (1868).

20439/2

Biens communaux.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1870

Propriété.

Certificat du maire relatif à la démarcation du ban (an XI).

Vérification des travaux de plantations effectués dans un pâquis (1838, 1839).

Tableau indiquant la nature, la contenance et le mode de jouissance des biens communaux (s. d.).

Aliénations.

Instructions sur la régularisation des ventes de terrains en 1792 et en l'an VII (1822) et aux frais à supporter par Charles Valette et Humbert dit Leyviller dans la vente de l'étang indivis en 1810 (1826).

Lots de portions communales et d'affouage.

Refus de maintenir la jouissance de Jean-Christophe Fix sur un pré (1823).

Règlement de jouissance (avec liste des aspirants, 1847).

Réclamation des célibataires Marie-Anne Altmayer et Catherine Ummenhoffer pour obtenir des portions (1847, 1848).

Rappel de la réglementation en matière de jouissance des lots d'affouage (1863).

Exploitation.

Délivrances de trois arbres pour réparer le puits et l'abreuvoir (1816), de 85 chênes dépérissants (1817), de 150 pieds d'arbres épars pour payer les dettes de l'invasion (1821, 1822), d'un chêne mort pour réparer le Strang-Bruck (1832), de deux chênes morts pour financer la construction d'un lavoir (1832), de 91 chênes pour financer la refonte des cloches (1836, 1837), de 73 arbres pour financer l'entretien des chemins vicinaux qui conduisent aux routes royale de Saint-Avold à Barst et départementale de Saint-Avold à Dieuze (1840), de 114 chênes dépérissants pour financer la construction d'un pont sur le chemin de Barst, l'entretien des chemins et du presbytère (1842), de 185 chênes pour financer la construction de l'école (1844, 1845), d'un chêne pour remplacer l'auge d'un puits (1848) et de sept poiriers et un chêne dépérissants dans un pâquis (1850).

Réseaux d'eaux.

Constructions d'une fontaine et d'une conduite d'écoulement et action judiciaire contre l'entrepreneur Jean Naudé de Saint-Avold (1826-1830).

Réparations des abreuvoirs et des fontaines (1836).

Vote de 260F pour réparer les puits et fontaines (1851).

Construction de deux nouvelles auges près de la fontaine (1858).

Projet de construction de trois puits, d'approfondissement de celui du canton de Boutereck et d'appropriation de celui situé en face de la maison de Nicolas Arnoldy (1870).

Forêt.

Délivrance d'un hêtre pour chauffer les salles d'école (1849).

Demande de défrichement de 25 hectares situés au lieu-dit Rodenhübel par Louis Polté (1850).

Quart de réserve : autorisations de vente en deux années et par portions égales de lots pour financer la construction et les réparations de l'école et de la maison du pâtre et pour contribuer au contingent de la construction d'une grande route (1823) et d'exploiter une coupe (1825) ; délivrances de 32 arbres situés sur la lisière (1835) et de deux chênes pour confectionner des auges (1858) ; autorisation de nettoyage de six hectares (1867, 1868).

Coupe affouagère : ventes du bois mis hors de partage (1845-1849) ; fixation de l'indemnité due par l'adjudicataire Utzschneider pour retard de vidange (1848) ; réduction à 25 F de l'amende prononcée contre Antoine Schmitt (1853) et renoncement aux réparations civiles contre le même pour délits forestiers (1855).

20439/3

Bâtiments communaux.

An XI [23/09/1802 - 23/09/1803] - 1865

Equipement.

Achat d'une cloche au fondeur Pierre Potin de Créhange financé par des fonds placés au Trésor (1824-1826) et refonte d'une cloche (1833, 1834).

Restauration des deux maisons de pâtres (1837).

Vote de 50F pour l'achat de deux fourneaux pour les salles d'école (1865).

Entretien général.

Restaurations de l'ancienne école et de l'église et achat d'un fourneau pour les salles d'école (1830).

Réparations au clocher de l'église et au presbytère (1860-1862).

Ecole.

Approbation du projet de construction d'une école et d'une salle pour les sessions du conseil (1829).

Reconstruction de l'école pour les deux sexes (1843-1847).

Achèvement de la reconstruction et délivrance d'un secours de 1000F par le gouvernement (1848, 1849).

Eglise.

Réparations (1843).

Pétition de conseillers contre le montant des travaux adjugés au conseiller exerçant la profession de maréchal-ferrant (1847).

Pavage du chœur (1856).

Délibération sur la taille et à la repose des dalles (1858).

Presbytère.

Instruction sur la résiliation du bail de location (an XI).

Réparations (1817, 1834, 1846).

Approbation du vote de 195F en faveur de la fabrique pour financer la clôture de la cour (1858, 1859).

Votes de crédits pour reconstruire le four et remanier la toiture, payer le plafonneur Jochum et réparer la clôture du jardin (1859, 1860).